

Arrêté du Maire

Arrêté provisoire de la circulation : CRÉATION ET RACCORDEMENT GAZ AVEC GÉNIE CIVIL RUE ÉMILE LITTRÉ À UNIEUX (42) LOT LE CLOS LITTRÉ.

O B J E T : Stationnement interdit, limitation de vitesse, neutralisation de voie, de trottoir, alternat et rétrécissement de chaussée au droit des travaux Rue Émile LITTRÉ à UNIEUX (42).

Le Maire de la Commune d'UNIEUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2122-24, L. 2122-27, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 et suivants, L 411-1, R 110-2, R 325-1 et suivants, R 411-8, R 411-21-1, R 411-25, R 411-26, R 413-1 et R 417-1 et suivants relatifs à la réglementation de la circulation ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963 relatif à la signalisation des routes et autoroutes approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

Vu l'arrêté de voirie N° O2022/UNI/X0308 en date du 29 Juillet 2022 de SAINT ÉTIENNE MÉTROPOLE portant autorisation de voirie (Ref. dossier : RV4-2103947) ;

Vu la demande, formulée par mail le 26 Août 2022 par **M. Alexis BONNET, responsable études d'exécution**, pour le compte de l'entreprise **SOBECA SAINT ETIENNE**, sis boulevard Puits Charles 42230 ROCHE LA MOLIÈRE pour la réalisation, pour le compte GRDF, des travaux de création, alimentation et extension du réseau de gaz de ville pour alimenter le lotissement "Le Clos LITTRÉ " avec raccordement en **génie civil traversant la Rue Émile LITTRÉ à UNIEUX (42) ;**

Considérant qu'il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité publique de permettre la réalisation des travaux, et d'assurer la réglementation de la circulation :

Arrête

ARTICLE 1^{er} : Afin de permettre la réalisation des travaux de voiries pré-cités, prévus durant la période du **Lundi 19 Septembre 2022 au Vendredi 28 Octobre 022 inclus**, des restrictions de circulation sont mises en place.

Durant toute la durée d'intervention de l'entreprise mandante sur le chantier considéré, **la vitesse sera limitée à 30km/h, le dépassement et le stationnement seront interdits au droit et face aux travaux.**

Au niveau du chantier, s'agissant de travaux en demie-chaussée, les trottoir et les voie impactées seront neutralisés alternativement en fonction des besoins, pour permettre à l'entreprise de travailler en toute sécurité.

ARTICLE 2 : 8 jours avant les travaux et pendant ceux-ci **une signalisation interdisant le stationnement**, sera mise en place sur site par l'entreprise mandante pour garantir l'accès à la portion de voie impactée par les travaux de génie civil et pour informer les riverains et usagers, de cette interdiction ainsi que des travaux à venir.

Le jour des travaux, sous le contrôle du maître d'ouvrage, une signalisation réglementaire **devra obligatoirement être mise en place** par l'entreprise intervenante responsable des travaux, en **amont et aval du chantier à une distance suffisante aux niveaux des intersections avec les Rues LAFAYETTE et Georges SAND**, pour informer les usagers circulant sur la Rue Émile LITTRÉ et ceux s'engageant sur cet axe des restrictions de circulation et des travaux en cours.

Les travaux traversant intégralement la Rue Émile LITTRÉ, ils s'exécuteront en demie-chaussée. De ce fait une des voies de circulation sera neutralisée au gré de l'avancée du chantier.

Pour permettre l'accès, la réalisation et la sécurisation des travaux, et suivant l'emplacement de ceux-ci, **la circulation des véhicules se fera sur une chaussée réduite**, régulée par alternat au moyen **de feux tricolores** ou **de piquets K10**, à l'initiative du conducteur de travaux. Les trottoirs impactés seront neutralisés.

L'entreprise est autorisée à privatiser provisoirement la voie neutralisée pour permettre le stockage de ses biens mobiliers et ses matériaux au plus près du chantier, à charge pour elle de mettre en place l'affichage et la sécurisation nécessaires.

Le chantier devra être constamment sécurisé et signalé tant pour les véhicules que pour les piétons. Un système rétro-réfléchissant et à haute visibilité de jour comme de nuit, devra être installé sur la structure pour signaler le chantier en cas de fermeture totale de voie. L'ensemble de la signalisation (interdiction, rétrécissement, balisage...) est à la charge de l'entreprise intervenante. **Le bénéficiaire est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de signalisation**

Sauf impossibilité technique liée à des raisons de sécurité, l'accès aux immeubles riverains et la viabilité de l'axe devront être maintenus. En dehors des heures d'intervention, la route sera ré-ouverte uniquement à la circulation.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation routière qui les portera à la connaissance des usagers. L'affichage du présent arrêté sur le lieu des travaux est obligatoire.

ARTICLE 4 : Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Mme la Directrice Générale des Services de la mairie d'UNIEUX, M. le Commissaire de Police à FIRMINY, M. l'Agent de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- SOBECA, boulevard Puits Charles 42230 ROCHE LA MOLIÈRE ;
- M. le Commissaire de Police à FIRMINY ;
- SAINT ÉTIENNE MÉTROPOLE ;
- Monsieur l'Agent de la Police Municipale d'UNIEUX.

Fait en Mairie d'UNIEUX,

Le 31 août 2022

Le Maire

Christophe FAVERJON



Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- certifie que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Il peut-être saisi en ligne par le biais du site internet www.telerecours.fr.